

L'Europe (du marché libre et non faussé), c'est la guerre.

Fabrice AUBERT

13 février
2015



L'EUROPE C'EST LA PAIX : L'Union Européenne a obtenu, rappelons-le, le prix Nobel de la Paix en 2012 : « *C'est un immense honneur pour l'Union européenne de recevoir le prix Nobel de la paix 2012. Ce prix constitue la reconnaissance la plus forte qui soit des raisons politiques qui ont motivé la fondation de l'Union : l'effort unique consenti par un nombre croissant de pays européens pour surmonter les divisions et les conflits et construire ensemble un continent de paix et de prospérité* ». Pourtant, une fois ces proclamations déclinées, on peut s'interroger sur la matérialisation effective du concept de « *paix et de prospérité* », surtout au regard d'événements récents, la situation ukrainienne et la Grèce. On pourra alors approfondir la question et constater que depuis le début du projet Européen, le fil conducteur du projet européen, c'est la guerre.

LE CONFLIT UKRAINIEN : On ne va pas rentrer, ici, dans l'analyse profonde des causes du conflit, juste souligner, que celui-ci, se fait aux portes de l'Europe, au lendemain de l'attribution du prix Nobel de la Paix (2012), et qu'il cache des raisons profondes. Ce conflit, pour l'instant géographiquement réduit, est potentiellement dangereux car il réactive des sentiments nationalistes sur lequel poussent les haines, notamment dans des périodes de pauvreté imposée (austérité) qui sont causes des « *grandes boucheries* ». Observons, que l'Ukraine est la preuve par l'absurde, que l'objectif de l'Union Européenne de : « *construire ensemble un continent de paix* » a loupé sa cible. Il faudra se demander pourquoi

GUERRE SOCIALE A LA GRECE : La victoire de **SYRIZA** en Grèce a été obtenue démocratiquement, sur un programme, dont on ne peut pas dire, qu'il n'était pas connu à l'avance. Ses premières décisions sont des actes de paix (hausse du S.M.I.C, des pensions retraites, emplois créés, électricité gratuite pour les pauvres), qui redonnent au peuple de l'oxygène, en s'opposant aux dictats financiers de la troïka. Or la première mesure prise par la **B.C.E** est un acte de guerre (« *L'ultimatum [1] de la B.C.E à la Grèce* » / Le monde 6 Février) contre le gouvernement légitime du peuple grec. Rappelons que les dirigeants de la **B.C.E** ne sont pas élus, mais choisis parmi la nomenclatura financière mondiale, et notamment **Mario DRAGHI** (Président de B.C.E), qui travaillait auparavant pour la banque américaine Goldman-Sachs, celle-là même qui trafiqua les comptes de la Grèce, pour la faire rentrer de force dans la zone euro, et qui fut aussi la première à déclencher la « *Crise Grecque* » de la dette dite publique, un véritable délit d'initié. La décision de la **B.C.E** est une déclaration de guerre de l'Europe, aux politiques choisies par le peuple. La monnaie, (l'euro et sa gestion antisociale) remplace avantageusement aujourd'hui, la « *grosse berthä* » [2]. Par un oukase monétaire la **B.C.E** démontre sa vraie mission, celle d'être la Bastille du Capitalisme Européen [3].

LA YUGOSLAVIE : Déjà en 1990, dans un endroit dangereux en Europe, les Balkans, une guerre eut lieu dans un pays qui s'était libéré lui-même du nazisme, comme la Grèce. Et déjà, le premier Pays à reconnaître la Croatie, fut l'Allemagne, avant même toute analyse et déclaration de l'Europe. Observons que ce fut la première décision

politique de l'Allemagne réunifiée. Pendant que ce pays se réunifiait avec juste raison, son gouvernement légitimait la division d'autres pays. Là encore, observons que l'objectif de l'Union Européenne de « *surmonter les divisions* » est aussi un échec, et n'oublions pas en ce moment, les poussées régionalistes d'autonomie (Espagne, Bretagne) qui reviennent sur le devant de la scène.

LA MONTEE DE L'EXTRÊME DROITE : Observons que partout en Europe, y compris en Allemagne montent les idées d'extrême droite sur un fond de racisme, d'antisémitisme, à l'opposé des objectifs affichés et déclamés par les gouvernants européens. L'analyse de tout ce qui précède, nécessite d'observer avec attention, les causes profondes qui débouchent sur le développement de ces conflits, affrontements et guerres potentielles, qui ne cessent de s'accroître et de s'aggraver depuis une dizaine d'années.

LE CAPITALISME PORTE LA GUERRE : Cette alerte est de **jean JAURES**, à la veille de la « *grande boucherie* » / Guerre de 1914. Il analyse combien la logique du capitalisme dans sa recherche de « *profit individuel de court terme* », en s'appuyant sur la logique de concurrence, dont le seul objectif, rappelons-le, est de « *détruire* » le concurrent, ne peut, en définitive, que déboucher sur la guerre. La confrontation économique, nécessitant la « *mise en concurrence* » permanente des salariés entre eux imposée par la mondialisation, la dictature de la « *compétitivité* » bombe atomique sociale, débouchent sur un système de « *guerre économique* » totale, antichambre de la guerre.

LA MATRICE DE L'HISTOIRE : Déjà en 1914, la « *grande boucherie* » fut l'expression des concurrences économiques que se faisaient l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et la France pour la maîtrise des marchés et des colonies (Afrique). N'oublions pas non plus, que la guerre de 1940 est consécutive à la crise de 1929, et l'incapacité des politiques à inventer des solutions nouvelles sortant du marché [4]. Soulignons que c'est la montée des Nationalismes (Allemagne, Italie, Espagne) contre la République (Espagne, France) qui déboucha sur les régimes fascistes et dictatoriaux (Allemagne, Italie, Espagne), or nous assistons aujourd'hui au même mécanisme, qui ne pourra déboucher que sur les mêmes conséquences, car la matrice de l'Histoire pèse sur le destin des peuples, bien souvent à « *l'insu de leur plein gré* ». Marx a écrit une phrase qui devrait, aujourd'hui et il y a urgence, être étudié par tous les élèves de Terminale et les citoyens du monde : « *Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre* ».

LE PROJET EUROPEEN ET LA NEGATION DE L'HISTOIRE : Et que mirent au cœur du projet Européen, ceux qui en furent les « *promoteurs* » ? Une Europe sociale et de solidarité entre les peuples ? La coopération monétaire ? Une fiscalité citoyenne ? Des projets de « *développement durable* » favorisant la réduction de l'énergie et de co-développement ??? Nenni, tout le projet européen fut fondé sur la seule logique du marché.

- 1952, création de la C.E.C.A, qui instaura le « *marché du charbon et de l'Acier* »,
- 1957, Traité de Rome, qui fonda le « *marché commun* » entre 6 Pays, et instaurait déjà la liberté de circulation des biens entre les 6 Pays de la C.E.E (Communauté Economique Européenne),
- 1986, Acte unique européen, qui crée le « *marché unique* » entre 27 Pays,
- 1992, Traité de Maastricht, qui confirme le marché unique et prévoit la marche forcée vers l'Euro.
- 2002, l'Euro, Imposé aux peuples, la gestion de la monnaie est confiée à une banque centrale dite indépendante (B.C.E) dont la seule mission est de lutter contre l'inflation.

Loin de tirer les leçons de l'Histoire passée, les gouvernants, aveugles, autistes et idéologues, sont repartis sur les mêmes bases, que celles ayant débouchées sur les catastrophes de 1914 et 1940,

LE MARCHE EST UN ESPACE PERMANENT ET SANS FIN, D'AFFRONTEMENT : Par la définition même de ses objectifs, le marché fondé sur le triptyque « *compétitivité, concurrence, libre échange* », fait des salariés du monde, les fantassins de la « *guerre économique mondiale* » et totale. Comment s'étonner, qu'après avoir demandé à chaque salarié, de tuer son voisin via la concurrence, on ne débouche pas sur l'individualisme, le racisme, la xénophobie, surtout quand cette concurrence débouche non, sur un « *mieux-vivre* » mais sur un chômage et une précarité de masse, déjà cause de l'arrivée d'Hitler au pouvoir et que l'expression « *no futur* », du mouvement Punk des années 80 résumait, en nous alertant bien avant. Si les économistes libéraux avaient un peu de gueule, ils reconnaîtraient que les crises successives (1993, 2000, 2008), qu'aucun d'entre eux n'a vu

venir, sont bien le produit des politiques libérales mondialisées et imposées comme système (U.R.S.S disparu). Mais non, « *diabolicum perseverare* », l'idéologie du marché « *pur et parfait* » prend le pas, sur l'intelligence, d'où leurs critiques sur l'Etat social (les politiques de solidarité) et le manque de concurrence, et de compétitivité qui expliqueraient selon eux, le fondement des crises et l'incapacité à en sortir. On leur mettrait leur nez dans leur caca, qu'il prétendrait encore et toujours, que c'est de l'or... [5]

LA GUERRE SOCIALE INTERIEURE : les guerres se sont souvent présentées à leur début, sous des formes différentes, bien aidé en cela par des médias au service de la classe dominante. Aujourd'hui les médias ne cessent de dénoncer à longueur de textes, d'images, et en boucle, le cycle « *immigrés, fonctionnaires, jeunes* » activant la guerre de religion (« *Islam* »). Les immigrés « *prenant* » le travail aux « *Français* », les fonctionnaires devenant les « *nouveaux privilégiés* » du fait de leur statut « *protecteur* » [6] et les jeunes étant présentés comme « *ne voulant pas travailler* » expliquant le taux de chômage élevé, nécessitant un « *smic jeune* ». La « *guerre sociale* » intérieure se formalise, sous l'impulsion des actions commandos du **MEDEF** (lobbying), par la remise en cause des salaires [7], par les privatisations successives, obtenues contre la « *maitrise publique* » ainsi que les lois successives qui remettent en cause les protections de l'emploi (A.N.I), les droits des salariés (Macron) et la généralisation légalisée du « *low-cost* » (Easy-Jet, Air-France, Id-T.G.V, CORSICA-FERRIES, S.N.C.M etc.), sans compter les textes qui détruisent le service public (R.G.P.P, M.A.P etc.) pour les transformer en « *services marchands* », sous la dénomination hypocrite de « *services au public* » [8]. La « *guerre sociale* » en France, se traduit par des victimes tant dans l'entreprise (« *placards* », « *harcèlements* », « *burn-out*, suicides ») que hors de l'entreprise, avec le chômage et la précarité de masse, les quartiers ghettos, où fleurissent une « *économie souterraine de survie* », liée aux trafics multiples (lire « *french deconnection* » / Philippe PUJOL). La guerre sociale intérieure, c'est aussi la volonté de favoriser l'échec de l'école publique (financements, postes, équipements), favorisant l'ouverture d'écoles privées, par ailleurs confessionnelles (Catholique, Juives, Musulmanes) détruisant les fondements de la République, fondé sur l'école laïque.

QUAND LA B.C.E [9] SE PREND POUR UN ETAT : Dans le traité constitutionnel rejeté par les peuples [10], le traité donnait à la **B.C.E**, le statut « *d'Institution* » indépendante des pouvoirs politiques, tant de la Commission, que du parlement (Européen) et des gouvernements. Ceci explique l'impossibilité de définir l'Euro comme la « *monnaie des peuples* ». Cette séparation de la monnaie du pouvoir politique, prive les Etats de l'instrument le plus puissant pour traduire en faits, une politique économique, répondant aux besoins choisis pas les peuples. La souveraineté du peuple, c'est, au-delà des gouvernants élus, le pouvoir de « *frapper monnaie* ». En donnant ce pouvoir à une banque centrale, et en la rendant indépendante du pouvoir politique, de fait, on détruit la puissance de l'Etat et on prive le peuple de sa souveraineté.

DE LA DEMOCRATIE ? Quand en 1789, Condorcet définit la démocratie, comme « *un pouvoir arrêtant le pouvoir* », la monnaie existait déjà. Pourtant il ne reconnaît que trois pouvoirs (Législatif, Exécutif, Judiciaire), qui de fait définit la démocratie (séparation des pouvoirs). Toute autre forme institutionnelle, qui s'écarterait de cette construction, ne peut, par définition s'appeler démocratie. La B.C.E est la preuve même du fait que l'Europe n'est pas une démocratie. Sans l'écrire ainsi, mais en lui affectant ce statut d'Institution, en charge de la gestion de l'Euro, le texte crée une monnaie au service des seuls « *marchés financiers* », dont le seul credo évidemment, est de « *promouvoir* » la « *guerre économique et monétaire* », d'où l'objectif « *d'Euro fort* », forme moderne de « *guerre des tranchées* », cause essentielle de la destruction des entreprises et de l'emploi industriel en Europe (France, Espagne, Italie, Portugal, Grèce) ces dix dernières années et de la nécessité de baisser les « *coûts du travail* », compétitivité oblige.

Observons que l'Euro et la **B.C.E**, vendus au peuple, comme « *le bouclier protégeant des crises financières et économiques* » a, là aussi, loupé sa cible. Rappelons enfin, que l'un des objectifs, de l'Europe, était d'en faire une « *zone de prospérité* ». Damned, encore loupé : Décidemment, les « *archers de l'Euro* » sont vraiment... très maladroits. Et si les peuples, fatigués des échecs successifs, du aux experts de la finance mondialisée, reprenaient leurs destins en main ??? Tel est l'enjeu de la nouvelle bataille hellénique....

L'AUSTERITE, LIGNE LA PLUS DROITE VERS LE FASCISME : les politiques d'austérité qui échouent partout en Europe (sauf en Allemagne en tout cas pour l'instant) [11], et font les malheurs des autres peuples favorisent dans l'Europe entière la montée des forces qui se réclament plus ou moins ouvertement du fascisme, et là y compris en Allemagne (Pediga). Il y a urgence à redéfinir l'économie. Non, les peuples n'ont pas être les

« *serviteurs zélés* » de l'économie et accepter l'esclavagisme imposée par la finance mondiale : « *le C.A.C 40 a versé 56 Milliards à ses actionnaires / Les sommes versées sous forme de dividendes et de rachats d'actions ont progressé de 30 % en 2014* » [12]. On n'a jamais vu l'économie produire du social naturellement, par contre, l'inverse a un fondement de vérité, c'est le social qui tire l'économie. Que serait la « *filiale tourisme* », sans les « *congés payés* » et le droit à la retraite (deux sièges sur trois des Airbus sont occupés par des retraités en bonne santé) ??? Pauvre libéralisme austéritaire, qui ne veut plus développer cette filière, que par le « *low-cost maritime et aérien* » et la « *liberté* » de travailler le dimanche, forme de **S.T.O** des commerces en mal de clients... Derrière le retour de cette paupérisation de masse, et l'incapacité volontaire des gouvernants à s'attaquer aux vraies causes, se cachent la montée de l'extrême droite comme dans les années 30 : « *celui qui ne connaît pas l'Histoire est condamné à la revivre* ». Les politiques européennes d'austérité imposé, sont bien la ligne la plus droite pour un retour du fascisme, quel qu'en soit la forme car, « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde* » [13].

LIBERONS-NOUS DU MARCHÉ, PAR LES « NOUVEAUX JOURS HEUREUX » : Tant que la bannière et la seule politique de l'Europe, se résumeront au « *tout marché* », sa gestion, son développement, son optimisation, l'Europe portera un « *projet de guerre* ». Cette guerre est intérieure, et elle est sociale, au sens où elle cherche en permanence, à rabaisser les droits du travail, les droits des salariés, générant un sous-développement humain, générant les « *apartheids sociaux* » [14]. L'Europe du « *marché libre et non faussé* », du fait de ses objectifs annoncés fondés sur la seule logique du marché, porte la guerre. En définitive, « *L'Europe du marché libre et non faussé, c'est la guerre* ».

VERS LA PAIX : Pour aller vers la Paix, il nous faut donc nous libérer du marché. En 1944, c'est le programme du Conseil National de la Résistance, intitulé « *les jours heureux* », créant la sécurité sociale, les services publics et le secteur public industriel (nationalisations), qui permirent à la France de reconstruire le Pays, et de devenir la 4ème puissance économique mondiale. Aujourd'hui pour nous éloigner de la guerre, et il y a urgence, il nous faut proposer et construire les « *nouveaux jours heureux* » en Grèce, en France, en Allemagne, pour tous les peuples Européens et du monde. Aujourd'hui, le peuple grec est à l'avant-garde de ce combat, contre l'austérité et pour la paix. Notre propre avenir dépend de l'issue de ce combat, contre les forces de l'obscurantisme austéritaire, et en ce sens, aujourd'hui, nous sommes tous grecs, car leur combat contre les marchés, donc pour la paix, est le nôtre.

Fabrice Aubert

[1] Note par laquelle un État somme un autre État de donner satisfaction à un certain nombre d'exigences dans un délai limité, et de façon péremptoire, faute de quoi l'état de guerre naît automatiquement à l'expiration du délai. (Larousse).

[2] Très gros canon utilisé par l'Armée Allemande pour bombarder Paris en 1914.

[3] Cet aspect se trouvait déjà dans le principe d'interdiction de prêter directement aux Etats, ce qui favorise la dette publique dont se nourrisse les banques privées, réduit les financements répondant aux besoins (services publics) et construit une concurrence entre Pays (plus le pays est faible plus les taux sont élevés), précipitant les crises (Grèce).

[4] Keynes fut le seul en tant qu'économiste, de plus anglais, à remettre en cause le « *tout marché* » et la nécessité de l'intervention publique dans l'économie, expliquant pour beaucoup la croissance d'après-guerre, sans chômage sans dette publique et sans inflation, pour ce qui concerne les Pays dit « *développés* ».

[5] « *Quand le réel n'est pas conforme à la théorie, ce n'est pas la théorie qui est fausse, c'est la réalité...* » La théorie reposant sur des modèles mathématiques, les mathématiques ne pouvant donner que des réponses, justes, si les résultats ne sont pas conformes à la théorie, c'est que le réel ne correspond pas, il faut donc Réformer, pour mettre le réel en phase avec la théorie. Pour ceux qui cherchent le stalinisme.... Le voilà sous sa forme la plus crue.

[6] Quel que soit la réalité effective qui montre que la sécurité du statut n'existe plus que dans les titres médiatiques, bien loin de la réalité vécue par les fonctionnaires au quotidien.

[7] Nécessitant la baisse des « coûts du travail », pour un salariat « low-cost » généralisé.

[8] Les « *services au public* » peuvent très bien être délivrés par des entreprises privées, sous la forme « *d'appels d'offres* », dont le juge de paix sera la « *carte bleue* », et plus « *l'égalité de traitement* », fondement du service public statutaire.

[9] Observons de plus que le premier Responsable de la B.C.E, porte le titre de Président.

[10] Imposé par la suite, sous la forme du traité de Lisbonne, ce qu'on appelle la « *démocratie Européenne* », les peuples votent, la politique européenne continue.

[11] L'euro est l'outil de la puissance allemande, qui s'en sert pour reconstruire sa puissance politique et imposer son point de vue à toute l'Europe, forme de vengeance sur ses défaites militaires passées (1914/1940). Merkel est l'expression politique de cette analyse.

[12] Les Echos / 9 Février 2015

[13] Bertolt Brecht

[14] Pour une fois, reconnaissons au premier ministre d'avoir utilisé une expression correspondant à peu près à la réalité.